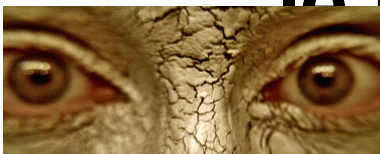


<http://7lameslamer.net/ibrahim-gourouza-lutter-contre-le-1643.html>



Ibrahim Gourouza : « lutter contre le changement climatique, c'est lutter contre le terrorisme »



- Interviews -

Date de mise en ligne : dimanche 29 novembre 2015

Copyright © 7 Lames la Mer - Tous droits réservés

A l'occasion de la COP 21, « 7 Lames la Mer » s'est entretenu avec Ibrahim Gourouza-Magagi. Formé à la diplomatie et aux relations internationales, ce jeune Nigérien est conseiller spécial du secrétaire exécutif du NEPAD (New Partnership for Africa's Development), basé en Afrique du Sud.



Ibrahim Gourouza-Magagi

Geoffroy Géraud Legros : *Ibrahim Gourouza, nous devons consacrer cette interview à la COP 21. Mais il n'est pas possible de faire abstraction des attentats qui ont endeuillé Paris et Bamako, la capitale du Mali voisin, qui semblent désormais éclipser ce rendez-vous mondial.*

Ibrahim Gourouza-Magagi : Tout d'abord, je condamne avec la dernière énergie ces actes lâches et barbares. Permettez-moi également de présenter mes condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au peuple malien tout entier, et à tous ceux qui sont frappés par le terrorisme à travers le monde. Cela dit, je vais peut-être vous surprendre, mais je pense que l'agenda environnemental est intimement lié à celui de la lutte contre le terrorisme. Ainsi, le cinquième rapport du GIEC [\[1\]](#) expliquait dans son second volet, que « *le changement climatique va accroître indirectement les risques de conflit violent de type guerres civiles, violences inter-ethniques et violentes manifestations* ». Prenez l'exemple de la Syrie : plusieurs études montrent que la guerre civile ouverte en 2011 est aussi la conséquence de graves sécheresses qui ont frappé le pays les quatre années précédentes. Le réchauffement a poussé des populations rurales démunies vers les villes, déstabilisant les structures urbaines. Bien sûr, l'environnement syrien était déjà miné par des réformes agraires désastreuses et le climat politico-social était déjà tendu. Si l'avènement de Daesh n'est pas directement lié au changement climatique, celui-ci a créé le terreau propice.



Dans le parc "Dismaland" â€” contraction de "dismal" (lugubre) et de "Disneyland" â€”, conçu par le street-artiste britannique Banksy.

Affaiblies et déracinées, les populations migrantes sont des cibles de choix pour les groupes radicaux et mafieux...

La plupart du temps, on néglige la violence des transformations qui poussent les populations paysannes, inscrites dans une économie souvent très solidaire et des représentations mentales et sociales séculaires, vers la ville industrialisée et son économie marquée par la compétition. L'Occident a connu ce phénomène lors de la Révolution industrielle : on l'oublie souvent, mais celle-ci a d'abord constitué une véritable catastrophe pour les campagnards, aspirés vers les villes par l'essor des manufactures et privés de terre par la disparition des openfields. Un historien rappelait récemment qu'en arrivant en ville, ces populations avaient brutalement replongé dans les conditions de vie du... XIVe siècle ! Les déplacements de population que provoque le changement climatique sont plus brutaux encore, plus anarchiques, et se déroulent désormais à l'échelle mondiale. Affaiblies économiquement, déracinées culturellement et spirituellement, ces populations migrantes sont des cibles de choix pour les groupes radicaux et mafieux... qui sont d'ailleurs souvent les mêmes.



L'agenda environnemental est intimement lié à celui de la lutte contre le terrorisme.

Geoffroy Géraud Legros : *Revenons à la COP 21 proprement dite. Comment se pose concrètement la question des changements climatiques dans un pays tel que le Niger en particulier et vis-à-vis de l'Afrique en général ?*

Ibrahim Gourouza-Magagi : Cette question appelle au préalable un état des lieux. Le Niger est au coeur de la zone

sahélienne où la fréquence des pluies diminue. Le maximum décadaire est plus précoce et se situe désormais à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août, et non plus de la mi-août à la fin du mois d'août, comme c'était autrefois le cas. Les orages brefs et torrentiels se généralisent au détriment des averses longues et peu intenses... Soit il ne pleut pas assez, soit il pleut trop, et nous devons faire face à des inondations. La hausse des températures et la réduction des réserves en eau, ainsi que la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes, ont un impact sur l'agriculture qui occupe 85% de la population du Niger. En Afrique, la mesure du changement climatique mérite quelques clarifications : avec 744 stations météorologiques seulement (contre 3.800 en France métropolitaine) dont les trois quarts sont hors service, l'Afrique occupe la place peu enviable de continent le moins bien surveillé par les climatologues et de ce fait, l'un des moins bien connus. Ce décalage entre le déficit d'équipements et les discours sur l'Afrique, continent du XXIe siècle, illustre bien le paradoxe africain contemporain...



Afrique : la crise alimentaire a pour corollaire inévitable le phénomène migratoire

Répondre aux défis du changement climatique en Afrique, c'est d'abord, et d'urgence, s'adresser au problème alimentaire : il y a ici un effort de renforcement de capacité à entreprendre. Les projections ne laissent guère de doute sur le fait que la baisse de la productivité agricole et l'accroissement démographique exerceront à l'avenir une pression conjuguée sur un système de production alimentaire déjà fragile. Dans un tel contexte, l'Afrique ne pourra subvenir qu'à 13% de ses besoins alimentaires à l'horizon 2050. Allons plus loin dans la réflexion si vous le permettez ; à l'heure actuelle, quelque 240 millions d'Africains souffrent de la faim. D'ici 2050, il suffira, si j'ose dire, d'une augmentation de 1,2 à 1,9 degré pour accroître de 25% au moins le nombre d'Africains sous-alimentés. Là encore, il faut prendre conscience de l'interconnexion des problèmes : la crise alimentaire a pour corollaire inévitable le phénomène migratoire...



Ibrahim Gourouza-Magagi : "Dans les années à venir, l'eau nécessaire à l'agriculture se fera de plus en plus rare."

Geoffroy Géraud Legros : *Plusieurs ONG regrettent que l'importance donnée à la question du réchauffement passe sous silence d'autres problèmes, et notamment, celui de l'eau. Quelle est votre réflexion à ce sujet ?*

Ibrahim Gourouza-Magagi : En 2005 déjà, mon professeur de Stratégie au CEDS [2] à Paris nous enseignait qu'un nouveau type de guerre lié à l'eau était en train d'émerger. Il avait malheureusement raison. Les violences au Darfour sont présentées comme le premier conflit engendré par la diminution des ressources en eau du fait du changement climatique. Dans les années à venir, l'eau nécessaire à l'agriculture se fera de plus en plus rare. Les experts prévoient une diminution de 10% des eaux « bleues et vertes » d'ici à 2020. Là encore, tout est lié : la raréfaction de l'eau, la baisse des performances agricoles, et au bout de la chaîne, des conflits et des transferts de population qui ne concernent pas seulement l'Afrique, mais le monde entier.



Si rien n'est fait, ce qui s'est passé en Méditerranée ces derniers mois n'aura été qu'une répétition de drames à venir...

Geoffroy Géraud Legros : *La lutte contre le changement climatique ouvre-t-elle selon vous des perspectives de développement au continent africain ? Ou demeure-t-elle, comme on le dit souvent, un problème de pays riches ?*

Ibrahim Gourouza-Magagi : Des fonds d'adaptation existent pour lutter contre les effets du changement climatique. Il y a forcément une opportunité pour les pays africains qui, il faut le répéter, sont ceux qui polluent le moins mais paient le plus lourd tribut. Le défi pour les pays africains réside dans la constitution d'une capacité interne nécessaire pour capter ces fonds au bénéfice des populations africaines. Le changement climatique n'est certainement pas un problème de pays riches ; nos destins sont liés. Encore une fois, la question migratoire est le meilleur indicateur de cette interpénétration des enjeux : si rien n'est fait, ce qui s'est passé en mer Méditerranée ces derniers mois n'aura été qu'une répétition de drames à venir...

Geoffroy Géraud Legros : *Quelles initiatives concrètes peuvent selon vous être mises en oeuvre sur le continent africain et dans la zone sahélienne pour répondre au défi climatique ?*

Ibrahim Gourouza-Magagi : Au niveau du NEPAD [3] avec notre partenaire de la GIZ [4], nous avons mis en place un « fond climat » de l'ordre de 5 millions d'euros. Nous avons financé des activités d'adaptation, surtout dans le secteur de l'agriculture au Niger, au Cameroun, au Bénin, au Burkina Faso, au Rwanda, en Ethiopie, au Swaziland, au Sénégal. Ce sont des initiatives très concrètes : nous appuyons des petits producteurs, des groupements féminins, des ONG de jeunes et enfin des institutions étatiques. Cette action s'adresse donc autant aux forces productives réelles qu'à la société civile et aux structures publiques. C'est cette synergie qui nous permettra d'avancer et de relever les défis du changement climatique tout en poursuivant notre marche vers le développement. L'un ne va pas sans l'autre.

Propos recueillis par Geoffroy Géraud Legros

[1] Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

[2] Centre d'études diplomatiques et stratégiques

[3] Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

[4] Agence de coopération internationale allemande pour le développement